

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2013/35419]

**29 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant le temps d'émission pour 2013 des associations philosophiques agréées pour assurer des programmes télévisés à la VRT**

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, notamment les articles 11 à 14 inclus;

Vu le décret du 27 mars 2009 relatif à la radiodiffusion et à la télévision, notamment l'article 35;

Vu le décret du 8 juillet 2011 réglant le budget, la comptabilité, l'attribution de subventions et le contrôle de leur utilisation, et le contrôle par la Cour des Comptes, notamment les articles 53 à 57 inclus;

Vu le décret du 21 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2013, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2009 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 24 juillet 2009, 4 décembre 2009, 6 juillet 2010, 7 juillet 2010, 24 septembre 2010, 19 novembre 2010, 13 mai 2011, 10 juin 2011, 9 septembre 2011 et 14 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant agrément d'associations idéologiques pour assurer des programmes télévisés à la « Vlaamse Radio- en Televisieomroep (VRT) »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2013;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Innovation, des Investissements publics, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le temps d'émission total attribué aux associations agréées pour assurer des programmes télévisés s'élève à 50 heures pour l'année calendaire 2013.

**Art. 2.** Le temps d'émission, visé à l'article 1<sup>er</sup>, est réparti comme suit :

1. a.s.b.l. « Katholieke Televisie- en Radio-omroep (KTRO) »	21 heures
2. a.s.b.l. « Het Vrije Woord - Lichtpunt »	21 heures
3. a.s.b.l. « Moslim Televisie- en Radio Omroep (MTRO) »	4 heures
4. a.s.b.l. « Pro-Erts »	2 heures
5. a.s.b.l. « Israëlitisch - Godsdienstige Uitzendingen »	1 heure
6. L'église orthodoxe en Belgique	1 heure

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 4.** Le Ministre flamand ayant la politique des médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Innovation, des Investissements publics, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,  
I. LIETEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203186]

**23 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 61, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé tel que modifié par le décret du 31 janvier 2013 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé pour ce qui concerne l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux;

Vu l'avis 21/2012 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 12 septembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2012;

Vu l'avis n° 52787/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 2 août 2012;

Considérant l'avis A 1096 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 22 octobre 2012;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 19, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009, est complété par un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> l'organisation d'un dispositif spécifique pour la prise en charge des personnes sans-abri durant la période hivernale appelé plan grand froid ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 19/1 rédigé comme suit :

« 19/1. Le Gouvernement détermine annuellement et au plus tard le 30 juin, le plan d'actions des relais sociaux urbains dans le cadre des plans grand froid. Ce plan d'actions reprend au minimum les axes suivants :

1<sup>o</sup> la coordination du plan grand froid au départ des relais sociaux;

2<sup>o</sup> la durée du plan qui devra au minimum s'étendre du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars ;

3<sup>o</sup> l'organisation d'un accueil continu et 24 h/24 h des sans-abri;

4<sup>o</sup> l'inconditionnalité de l'accueil durant la durée du plan;

5<sup>o</sup> la mise à disposition des commodités de base pour les sans-abris;

6<sup>o</sup> les modalités de l'évaluation.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre qui a l'Action sociale dans ses compétences alloue une subvention à tout relais social urbain reconnu organisant un plan grand froid conforme au plan d'actions déterminé par le Gouvernement wallon, fixée au maximum à :

1<sup>o</sup> 90.000 euros pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville d'au moins 150 000 habitants;

2<sup>o</sup> 67.500 euros pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville comprenant entre 100 001 habitants et 149 999 habitants;

3<sup>o</sup> 45.000 euros pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville de moins de 100 001 habitants ».

**Art. 4.** A l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009, les mots « à l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> à 5 » sont remplacés par les mots « aux articles 19, §§ 1<sup>er</sup> à 5, et 19/1 ».

**Art. 5.** L'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009, est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article 21, alinéa 2, les relais sociaux urbains transmettent au plus tard pour le 1<sup>er</sup> octobre, leur plan grand froid au Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions. »

**Art. 6.** L'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009, est complété d'un 3<sup>e</sup> paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. La subvention prévue à l'article 19/1 est accordée par le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions par le versement d'un montant unique correspondant au montant total de la subvention avant le 30 novembre de l'année en cours. »

**Art. 7.** Dans le même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013.

**Art. 9.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2013

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004  
relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux**

## Modèle de rapport d'activités des relais sociaux

**1<sup>re</sup> PARTIE. Rapport d'activités du relais social**

## I. Présentation générale

1. Contexte
2. Rappel des finalités et des missions (mise en réseau et travail sur 4 axes)
3. Construction du réseau et transversalité

## II. Rapport de la coordination

## III. Partie quantitative

1. Accueil de nuit et hébergement
2. Accueil de jour
3. DUS
4. Travail de rue

## IV. Partie qualitative

1. Situation de départ
2. Objectifs généraux
  1. Objectifs opérationnels
  2. Indicateurs
  3. Résultats, conclusion et synthèse
3. Participation des bénéficiaires au processus d'évaluation des projets
  1. Objectifs opérationnels
  2. Indicateurs
  3. Résultats, conclusion et synthèse
4. La formation des intervenants sociaux organisées par les RS
  1. Analyse de la demande
  2. Programme de formation
  3. Indicateurs
  4. Résultats, conclusion et synthèse

## 5. Conclusion générale, recommandations et perspectives

**2<sup>e</sup> PARTIE. Rapport d'activités du Plan grand froid**

## I. Rapport quantitatif

1. Accueil de nuit
2. Accueil de jour
3. Accueil de soirée
4. Travail de rue
5. Pôle santé

## II. Rapport qualitatif

## III. Conclusions

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux.

Namur, le 23 mai 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203186]

**23 MEI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 61, § 1, 3<sup>o</sup>, van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat de erkenning van instellingen voor schuldenbemiddeling betreft;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten;

Gelet op het advies 21/2012 van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 september 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2012;

Gelet op advies nr. 52787/4 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid), gegeven op 2 augustus 2012;

Gelet op advies A 1096 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 22 oktober 2012;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 19, § 2, eerste lid, van het besluit van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten, gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2009, wordt aangevuld met een punt 6<sup>o</sup>, luidend als volgt :

"6<sup>o</sup> de organisatie van een specifieke voorziening voor de tenlasteneming van de daklozen tijdens de winterperiode, genoemd plan "vrieskou".

**Art. 3.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 19/1, luidend als volgt :

"19/1. De Regering bepaalt jaarlijks en uiterlijk 30 juni het actieplan van de stedelijke sociale contactpunten in het kader van de plannen "Vrieskou". Dat actieplan omvat minstens de volgende assen :

1<sup>o</sup> de coördinatie van het Plan "Vrieskou" vanaf de sociale contactpunten;

2<sup>o</sup> de duur van het plan die minstens van 1 november tot 31 maart moet lopen;

3<sup>o</sup> de organisatie van een doorlopende opvang van de daklozen en dit 24 u./24 u.;

4<sup>o</sup> de onvoorwaardelijkheid van de opvang tijdens de duur van het plan;

5<sup>o</sup> de terbeschikkingstelling van de basisnutvoorzieningen voor de daklozen;

6<sup>o</sup> de evaluatiemodaliteiten.

Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Minister van Sociale Actie aan elk erkend stedelijk sociaal contactpunt dat een plan "vrieskou" conform het door de Waalse Regering bepaalde actieplan organiseert, een subsidie die bepaald is tot maximum :

1<sup>o</sup> 90.000 euro voor de sociale contactpunten gevestigd in een administratief arrondissement met een stad van minstens 150 000 inwoners;

2<sup>o</sup> 67.500 euro voor de sociale contactpunten gevestigd in een administratief arrondissement met een stad van 100 001 tot 149 999 inwoners;

3<sup>o</sup> 45.000 euro voor de sociale contactpunten gevestigd in een administratief arrondissement met een stad van minder dan 100 001 inwoners."

**Art. 4.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2009 worden de woorden "bepaald bij artikel 19, §§ 1 tot 5" vervangen door de woorden "bepaald bij de artikelen 19, §§ 1 tot 5, en 19/1".

**Art. 5.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2009, wordt aangevuld met volgend lid :

"Onverminderd artikel 21, tweede lid, maken de stedelijke sociale contactpunten hun plan "vrieskou" uiterlijk 1 oktober aan de Minister van Sociale Actie over."

**Art. 6.** Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2009, wordt aangevuld met een derde paragraaf, luidend als volgt :

"§ 3. De in artikel 19/1 bedoelde subsidie wordt vóór 30 november van het lopende jaar door de Minister van Sociale Actie verleend d.m.v. een storting van een enig bedrag overeenstemmend met het totaalbedrag van de subsidie."

**Art. 7.** In hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 mei 2009, wordt de bijlage vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2013.

**Art. 9.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## BIJLAGE

**Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004  
betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten**

Model van activiteitenrapport van de sociale contactpunten

**DEEL I. Activiteitenrapport van het sociaal contactpunt**

- I. Algemene voorstelling
  1. Context
  2. Finaliteiten en opdrachten (vernetting en werk rond 4 assen)
  3. Bouw van het net en transversaliteit
- II. Rapport van de coördinatie
- III. Kwantitatief deel
  1. Nachtonthaal en onderberging
  2. Dagonthaal
  3. DUS
  4. Straatwerk
- IV. Kwalitatief deel
  1. Beginsituatie
  2. Algemene doelstellingen
    1. Operationele doelstellingen
    2. Indicatoren
    3. Resultaten, conclusie en synthese
  3. Deelname van de begunstigden aan het proces van de evaluatie van de projecten
    1. Operationele doelstellingen
    2. Indicatoren
    3. Resultaten, conclusie en synthese
  4. Opleidingen van de sociale interveniënten georganiseerd door de SC
    1. Analyse van de aanvraag
    2. Opleidingsprogramma
    3. Indicatoren
    4. Resultaten, conclusie en synthese
  5. Algemene conclusie, aanbevelingen en vooruitzichten

**DEEL II. Activiteitenrapport van het Plan "Vrieskou"**

- I. Kwantitatief rapport
  1. Nachtonthaal
  2. Dagonthaal
  3. Avondonthaal
  4. Straatwerk
  4. Gezondheidspool
- II. Kwalitatief rapport
- III. Conclusies.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten.

Namen, 23 mei 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX